



Lettre d'information d'Universitaires Sans Frontières

Le statut d'intérêt général pour notre organisation est un gage de reconnaissance sur l'importance de ses objectifs à l'étranger, notamment dans la diffusion de la culture française. Outre cet aspect, dans ce numéro de notre lettre d'information, on trouvera :

- La présentation rapide de trois conventions de partenariat récemment signées, l'une au Togo et deux au Gabon,
- La présentation d'un livre par des collègues de l'Université de Lomé au Togo sur la démocratie,
- La présentation des 3èmes journées de la recherche en informatique en Afrique dans lesquelles USF-AWB est partenaire,
- Suite à notre ouverture vers l'Amérique latine, nous présentons deux demandes de collaboration, l'une au Nicaragua et l'autre au Pérou,
- A la demande du GREF, une recherche de volontaires pour la Nouvelle Calédonie,
- Invitation à la journée stratégique du 1^{er} septembre 2020.

Souhaitant bonne lecture. ■

Prof. Robert Laurini, président d'USF-AWB.

Reconnaissance d'intérêt général

Le gouvernement français a durci les critères pour les associations françaises œuvrant à l'international afin d'être reconnues d'intérêt général.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Association reconnue
d'intérêt général

Suite à l'aide précieuse de Maître Pascal Rémillieux (que nous remercions instamment), avocat au barreau de Lyon, nos statuts ont été modifiés afin d'être en phase avec ces

Pour toute correspondance : Pr. Robert Laurini, Président d'USF-AWB, 20 Rue René, F - 69100 Lyon-Villeurbanne ; Email : Robert.Laurini@usf-awb.org. Site web : <http://www.usf-awb.org>. Association déclarée au JO de la République Française, le 2 janvier 2010, et reconnue d'Intérêt général.

nouveaux critères, et une nouvelle demande a été déposée en mars dernier.

Mi-juin, nous avons eu l'agréable surprise de recevoir un avis positif à notre demande.

En pratique, les dons faits pour USF ouvrent droit à une réduction d'impôts de 66% pour les particuliers et de 60% pour les entreprises sous réserve.

Nous attendons vos dons avec impatience. ■

Trois conventions globales viennent d'être signées (Togo, Gabon)

Ont été récemment signées deux conventions, l'une avec l'Ecole Supérieure d'Administration et de Gestion à Lomé (Togo) et l'autre avec l'Université des Sciences et Techniques de MASUKU (USTM), à Franceville (Gabon) notamment pour :

- l'assistance au recrutement de personnels permanents ou d'experts missionnaires,
- l'amélioration, élaboration, implantation et évaluation des programmes de formation et de recherche, ingénierie de la formation,
- le renforcement des relations avec les

- milieux socio-économiques et de l'insertion professionnelle des étudiants,
- la participation à des jurys d'examen ou de concours au jury de soutenance de mémoire ou de thèse,
- l'accompagnement doctoral d'enseignants et d'étudiants,
- l'organisation d'accueils pour des stages, séjours de recherche ou visites en France.



Pour tout renseignement sur l'ESAG : Jean-Claude PFEFFER, pfefferjc@icloud.com et pour l'USTM, Yves PAGNOTTE, yves.pagnotte@wanadoo.fr.

De plus, vient d'être signé, un troisième accord de coopération avec l'Institut national des sciences de gestion du Gabon. C'est un établissement qui forme des cadres. Certains de ces étudiants ont occupé de très hautes fonctions dans l'administration et dans les entreprises. La vision de cet Institut est de former des cadres opérationnels possédant de solides fondations théoriques une excellente maîtrise des outils techniques et une forte orientation vers l'entrepreneuriat avec une quadruple compétence.

- Former l'esprit sans éloigner cette formation des réalités économiques.
- Poursuivre l'actualisation des connaissances et des technologies en tenant compte des réalités locales.
- Etre un acteur productif et fertile de la vie économique du Gabon et plus généralement de l'Afrique.
- Développer le sens de l'innovation et la créativité dans les sciences de gestion.

Les formations de l'institut national couvrent un prisme relativement large en partant du BTS jusqu'au doctorat. Les demandes qui nous ont été présentées couvrent principalement le niveau des Master 2 mais également celui des BTS en comptabilité

Cet accord porte principalement d'abord sur

des missions d'enseignement à distance ou en présentiel dans le champ de l'économie, de la finance, de la gestion et de la comptabilité. La logistique est également présente ainsi qu'une dimension marketing sur les fondamentaux de cette discipline. À cette première dimension s'en ajoute une plus spécifiquement recherche en ce qui concerne un projet d'ouvrage sur l'impact sur les entreprises au Gabon de la pandémie du Coronavirus. La demande sur ce point est celle de participation au comité scientifique et d'éventuelles contributions. Nous avons eu deux entretiens par Skype avec le directeur de l'institut Monsieur Jocelyn Nimbé et les différents responsables de départements économie finance, marketing logistique qui ont été très positifs et efficaces.



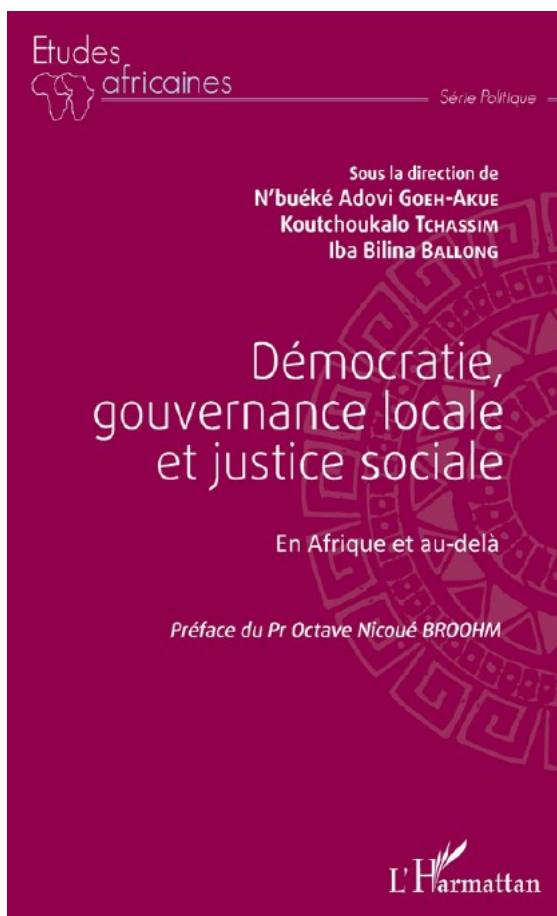
Pour de plus amples renseignements sur cette collaboration, prière de contacter André Tiran <andre.tiran@univ-lyon2.fr> ■

Un livre rédigé par des collègues de Lomé « Démocratie, gouvernance locale et justice sociale en Afrique et au-delà »

Ce livre a été rédigé par les professeurs N.A. Goeh-Akue, Koutchoukalo Tchassim, et Iba Bilina Ballong, membres du Laboratoire d'Analyse des Mutations Politico-Juridiques, Économiques et Sociales (LAMPES) de l'Université de Lomé (Togo).

La démocratie est un régime politique qui encourage la participation citoyenne. L'un des défis auxquels ce régime fait face dans le monde actuel est comment rendre la démocratie plus participative. Si dans certains pays la décentralisation est le remède qui s'est révélé efficace, dans d'autres, elle a du mal à prendre une importante place dans la conscience collective. La décentralisation, en effet, a l'avantage de favoriser une meilleure gestion du territoire en rapport avec la population, de prévenir le déséquilibre dans la répartition et l'allocation des biens de l'État aux collectivités locales, de rapprocher les services publics des populations, afin de permettre un accès facile, équilibré et juste

aux avantages sociaux. Au-delà de leur importance politique, administrative et sociale, la décentralisation et la gouvernance locale sont une question de justice sociale et de justice globale dans la mesure où elles mettent en jeu l'équité dans la gestion des biens publics. C'est la pertinence de cette relation qui est visée à travers cet ouvrage intitulé Démocratie, gouvernance locale et justice sociale : en Afrique et au-delà. L'ouvrage, riche de dix-sept contributions, s'articule principalement autour de deux parties. La première partie « Démocratie, décentralisation et gouvernance locale : théories et repères » pose les bases théoriques de la démocratie locale dans ses principes ; elle montre en quoi la gouvernance locale est à la fois une conséquence logique et un facteur de consolidation de la démocratie. La deuxième partie « Gouvernance locale démocratique et justice sociale : enjeux et défis actuels » montre, à travers des illustrations et cas pratiques, les enjeux auxquels les pays africains sont confrontés et les défis qu'ils doivent relever pour asseoir une démocratie plus inclusive qui lutte efficacement contre les injustices sociales, et propulse le moteur du développement.



Toutes ces contributions ont le mérite de poser tour à tour la question de la démocratie, de la gouvernance, de la justice sociale, de la

décentralisation, de la participation, entre autres. Elles expriment toutes, malgré leur nuance, un malaise dans la société, une indignation face à l'inégalité sociale, des limites de la démocratie représentative et la nécessité de porter la démocratie au niveau locale. Elles interrogent à la fois la question sociale et les dysfonctionnements sociaux liés à la cherté de la vie, au chômage, à la précarité, à l'emploi, à un système d'éducation en piteux état en Afrique ainsi que la critique des styles de gouvernance toujours plus autoritaires, souvent édulcorée. La perspective de l'efficacité de la gouvernance locale, de la démocratie participative s'est révélée, en tout état de cause, comme la plus plausible car susceptible d'instaurer la justice sociale. La démocratie ne fonctionne que si la grande majorité de la population la reconnaît et l'accepte. Cela implique que la démocratie ne reste pas limitée à la sphère politique au sens strict. Elle doit pouvoir être vécue et pratiquée au quotidien et dans les différents domaines de la vie des populations. Telle est la contribution majeure de cet ouvrage : Démocratie, gouvernance locale et justice sociale.

Cet ouvrage est un apport scientifique à la réflexion sur la démocratie et sa mise en œuvre à l'époque actuelle en vue de contribuer à la justice sociale. Toutes les contributions viennent des universitaires de diverses disciplines qui travaillent sur la thématique. L'ouvrage a été dirigé par trois professeurs des universités de disciplines différentes. Il est le premier d'un projet d'ouvrages entamé par le Laboratoire d'Analyse des Mutations Politico-juridiques, Économiques et Sociales (LAMPES) de la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société de l'Université de Lomé.

Ce livre est disponible chez Harmattan, Édition - Diffusion, 5-7, Rue de l'École Polytechnique 75005 Paris ; commande@harmattan.fr.

Pour davantage de précision, se reporter au site web www.lampes-ul.net et au mail lampes.ul@gmail.com. ■

Ouagadougou : USF est partenaire de la 3ème conférence "Recherche en Informatique, Innovations technologiques et développement de l'économie numérique" à Ouagadougou, les 5, 6 et 7 novembre 2020.

Le Réseau des Enseignants chercheurs et Chercheurs en Informatique du Faso (RECIF), en collaboration avec les différentes

universités du Burkina, du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et le Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Poste organise des Journées de la Recherche en Informatique. Le thème de ces journées est « Enseignement, Recherche en Informatique et Entrepreneurat numérique au Burkina Faso ».



Ces journées offriront un cadre d'échanges entre les enseignant chercheurs, les experts, les ingénieurs, les étudiants en Informatique au Burkina Faso sur les différentes problématiques de l'enseignement et la recherche en Informatique. Elle proposera une vue sur les méthodes innovantes d'enseignements et sur les activités de recherche en informatiques menées au Burkina Faso.

Vous êtes invités à soumettre vos travaux sur le site <https://jri.recifaso.org/> avant le 30 septembre 2020. Pour tout renseignement, contacter le Professeur Alain Mille <Alain.Mille@gmail.com>. ■

Recherche collaborateur pour le Pérou

Une université du sud du Pérou nous demande de l'aider dans les domaines suivants :



1) Internationalisation de la recherche par des échanges et des participations conjointes dans des projets avec des institutions similaires ;

2) Participation d'enseignants étrangers à

leurs études postuniversitaires, tant dans le développement de matières que dans la codirection de thèses ;

3) Organisation et déroulement d'une manifestation internationale sur la formation des enseignants en Amérique latine et en Europe ;

4) Organisation et développement d'un cours supérieur (Postdoc) en sciences sociales et éducation, avec une large participation.

Personne à contacter : jean.ruffier@univ-lyon3.fr. ■

Ecole doctorale vétérinaire au Nicaragua

Une université publique du Nicaragua est spécialisée dans la gestion des sols, la phytologie, les ressources forestières et la production animale tropicale. Elle dispose d'un groupe de recherche avec peu de titulaires de doctorat. Afin de renforcer son activité, elle souhaite mettre en place un programme de doctorat en production animale tropicale.

Les bénévoles intéressés doivent être des professeurs d'université ayant une grande expérience dans la supervision de doctorats dans ces domaines. Les anciens directeurs d'écoles doctorales seront appréciés. La maîtrise de l'espagnol n'est pas obligatoire mais serait un bonus.



Son rôle sera d'établir un programme de formation doctorale (méthodologies de recherche, rédaction de mémoires, connaissance de la communauté scientifique, partenariats économiques et internationaux, liens avec l'administration universitaire, etc.).

Une visite d'une semaine au Nicaragua doit être envisagée.

Personne à contacter : jean.ruffier@univ-lyon3.fr. ■

Appel à candidatures pour des missions longues (du 15 février au 15 novembre 2021, voire seulement cinq mois), en Nouvelle Calédonie

Comme chaque année notre partenaire le GREF (GRoupement Educateurs sans Frontières) nous sollicite pour diffuser l'information ci-dessous portée par l'Association Jules Garnier pour un Juvénat Lycéen.



Objectifs et enjeux de l'action : Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes calédoniens en vue de susciter l'émergence de cadres kanaks locaux dont la Nouvelle Calédonie a besoin. Cette action s'intègre dans la poursuite de la politique de rééquilibrage socio-culturel inscrite dans les accords de Nouméa.

Public concerné : Environ 70 lycéens (répartis en Secondes, Premières et Terminales) originaires en majorité des Provinces des Iles et du Nord. Les élèves sont essentiellement mélanésiens, en sections d'enseignement général L et E.S mais en majorité S.

La mission consiste en du soutien scolaire auprès de ces lycéens. La durée et la période correspondent à l'année scolaire néo-calédonienne ; le Juvénat accepte aussi les candidatures pour une demi-année.

La demande porte sur 12 postes de répétiteurs dans 9 disciplines : 2 en Français, 2 en mathématiques, 1 en Anglais, 1 en S.V.T, 1 en S.E.S, 2 en Physique-Chimie, 1 en Histoire-Géo, 1 en Philosophie et 1 en Espagnol. Le Juvénat souhaite examiner les candidatures le plus tôt possible.

Pour tous renseignements et candidatures contacter Marie-Ange MORELLE par courriel (mamorelle@gmail.com) ou téléphone (06 70 49 11 14).

Une réunion de « tuilage » et d'informations sera organisée pendant les Journées

Nationales du GREF au Barcarès du 10 au 16 septembre 2021. ■

Journée de réflexion stratégique

Devant le développement rapide d'USF-AWB, il est important de revoir l'organisation en profondeur. Dans ce but, une journée de réflexion stratégique sera organisée le 1^{er} septembre 2020. Celle-ci aura lieu dans un centre de formation situé dans la banlieue lyonnaise.



Ce sera aussi l'occasion de fêter son X^{ème} anniversaire et l'obtention du statut d'intérêt général.

Pour inscription, contacter le président d'USF-AWB, Robert Laurini avant le 10 août 2020 : Robert.Laurini@usf-awb.org. ■
